

الاتفاقية الأوروبية لحقوق الإنسان والحقوق الاجتماعية

فهرس رسالة ماجستير

جميع الحقوق محفوظة

رسالة ماجستير
١٦. الاتفاقية الأوروبية لحقوق الإنسان
والحقوق الاجتماعية

٢٠٠٣

١١١

يمكنك طلب ترجمة الفهرس للعربية نظير تكلفة رمزية

نوع الرسالة
العنوان بالعربي

سنة النشر
عدد الصفحات

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	6
PREMIÈRE PARTIE - L'ANCRAGE DES DROITS SOCIAUX À LA CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME	19
Chapitre I - L'introduction de droits afférents à la liberté syndicale dans la Convention européenne des droits de l'Homme	20
Section I - L'élargissement de la portée de la liberté syndicale	21
§ I - La consécration explicite du droit d'association négatif	21
§ II - Compatibilité avec le droit syndical français	25
Section II - L'élargissement du contenu de la liberté syndicale	27
§ I - La consécration implicite du droit de négociation collective	28
§ II - Compatibilité avec le droit français de la négociation collective	30
Chapitre II - L'intégration du droit à la protection sociale dans le champ d'application matériel de la Convention	33
Section I - La conception européenne du droit à des prestations sociales	33
§ I - L'affirmation du caractère civil du droit aux prestations sociales	33
A. L'appréciation européenne extensive des termes « droits et obligations de caractère civil »	34

B. L'introduction de la protection sociale dans le domaine de garantie de l'article 6-1 de la Convention	
35	
§ II - L'assimilation du droit aux prestations sociales à certains droits garantis par la Convention	38
A. L'assimilation du droit aux prestations sociales au droit de propriété	38
B. Le droit aux prestations sociales comme modalité d'exercice du droit au respect de sa via familiale	41
Section II - La réception de la jurisprudence européenne par les juridictions françaises	44
§ I - La reconnaissance du caractère civil du droit aux prestations sociales par le Conseil d'Etat	
44	
§ II - L'introduction du droit au respect des biens en droit social français	46
A. L'assimilation du droit aux prestations sociales au droit de propriété	
46	
1. La jurisprudence de la Cour de cassation	
46	
2. La jurisprudence du Conseil d'Etat	
49	
B. La compatibilité avec le droit positif de la Sécurité sociale	
52	
DEUXIÈME PARTIE - L'APPLICATION DES DROITS CIVILS GARANTIS PAR LA CONVENTION À LA MATIÈRE SOCIALE	55
Chapitre I - Le droit à un procès équitable en matière sociale	56
Section I - Les juridictions du contentieux technique de la Sécurité sociale à l'épreuve du droit à un procès équitable	57

§ I - Le contentieux technique jugé à l'aune de l'article 6-1	
58	
A. Le manquement au principe d'indépendance et d'impartialité	
58	
1. Le tribunal du contentieux technique face au principe d'indépendance et d'impartialité	59
2. La Cour nationale de l'incapacité face au principe d'indépendance et d'impartialité	62
B. Le manquement aux exigences procédurales	65
1. Une procédure dérogeant au principe du contradictoire	65
2. Une procédure dérogeant au principe de la publicité de la procédure	67
§ II - La réforme du contentieux technique de l'incapacité	70
Section II - Le contentieux prud'homal à l'épreuve du droit à un procès équitable	73
§ I - Le contentieux prud'homal face à l'exigence d'indépendance et d'impartialité	74
A. L'organisation de la juridiction prud'homale	75
B. La sanction de la violation de l'article 6-1	79
§ II - Le délai raisonnable : une exigence renforcée en droit du travail	80
Chapitre I - L'application du principe de non-discrimination aux droits sociaux	83
Section I - L'autonomie grandissante de l'article 14	84
Section II - Le principe d'interdiction des discriminations en matière sociale	86
§ I - L'affirmation du principe par le juge européen	
86	

A. Le contenu du principe	86
1. La combinaison des articles 11 et 14 de la Convention	86
2. L'application de l'article 14 en matière de protection sociale	88
B. L'appréciation de la discrimination sociale	90
1. Un contrôle particulièrement sévère des distinctions sociales fondées sur la nationalité	91
2. Une appréciation circonstanciée des discriminations sexuelles	92
§ II - Les applications du principe en droit français	95
CONCLUSION	99
BIBLIOGRAPHIE	102